



## EDITO

Le nouvel Accord de Partenariat de l'OEAC-UE sera signé à Samoa le 15 novembre prochain. Il s'agit d'un événement historique. En effet, jamais auparavant un État du Pacifique membre de l'OEAC n'avait donné son nom à un accord qui lie les deux partenaires de longue date. À bien d'autres égards, l'Accord de Samoa marque une série de changements politiques significatifs dans la relation entre l'OEAC et l'UE.

Tout d'abord, la nouvelle structure annonce un changement radical en renonçant à la relation traditionnelle donateur-client et en instituant à la place «une égalité de partenariat». Deuxièmement, contrairement aux précédents Accords de Lomé/Cotonou, aucun protocole financier ne sera annexé au nouvel Accord de Partenariat. Ce changement de politique est dû au fait que le Fonds Européen de Développement, qui était quasi exclusivement dédié aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a été remplacé par l'Instrument de Voisinage, de Développement et de Coopération Internationale (NDICI), qui a une portée globale. Troisièmement, Samoa constitue un recalibrage du partenariat avec un élément primordial liant toutes les parties (accent mis sur la gouvernance et les valeurs partagées tout en énumérant les objectifs et les principes) associé à trois protocoles régionaux annexés qui correspondent aux priorités de développement respectives de la région.

Une fois l'Accord de Samoa signé, le premier impératif sera de le rendre opérationnel. Cela impliquera d'abord la mise en place d'un ensemble de structures institutionnelles, tant au niveau de l'OEAC qu'à l'échelon régional. Au-delà, des interventions spécifiques doivent être priorisées et articulées dans le contexte du cadre et des protocoles régionaux. Le long délai entre le démarrage effectif et la signature de l'Accord de Samoa oblige l'OEAC et l'UE à élaborer des politiques et des mesures audacieuses, novatrices, et qui auront un impact.

Pour souligner la nature substantielle de la coopération au développement entre l'OEAC et l'UE dans la région du Pacifique, l'OEAC prévoit des échanges avec les parties prenantes du Pacifique. L'activité, prévue pour le premier trimestre de 2024, rassemblera les partenaires de mise en œuvre du Développement du Secteur Privé de l'OEAC pour s'engager avec les partenaires du secteur privé dans le Pacifique. L'objectif de ces échanges de haut niveau est de favoriser une meilleure compréhension par le secteur privé du Pacifique des possibilités d'interventions d'appui, tout en fournissant aux agences de mise en œuvre des informations plus précises sur les besoins de Développement du Secteur Privé spécifiques au Pacifique.



**Junior LODGE,**  
Sous-Secrétaire général, Transformation Économique  
Structurelle et Commerce de l'OEAC.

## Développement du Secteur privé de l'OEAC dans l'Accord de Samoa et dans la Stratégie révisée de DSP de l'OEAC

### L'Accord de Partenariat de Samoa et le Développement du Secteur Privé

L'Accord de Partenariat de Samoa (APS) contient une myriade de références à l'objectif de promouvoir le développement du secteur privé. La poursuite de cet objectif commence par le préambule de l'Accord qui reconnaît «l'importance de la transformation économique structurelle pour parvenir à une croissance et à un développement économiques inclusifs et durables». Le nouveau partenariat énumère également la mobilisation des investissements, l'appui au commerce et la promotion du développement du secteur privé comme l'un de ses principaux objectifs. Afin de matérialiser cet objectif, un article spécifique est réservé au développement du secteur privé dans l'accord-cadre (article 45). Cette disposition juridique reconnaît l'importance du développement du secteur privé pour la transformation économique et la création d'emplois, ainsi que la promotion d'un cadre juridique et institutionnel favorable à l'intégration dans des chaînes de valeur durables. La nécessité de soutenir les femmes et les jeunes entrepreneurs y trouve également une forte résonance, comme c'est le cas dans l'ensemble de l'Accord de Samoa. Un autre élément de l'article 45 est l'appel à la promotion du dialogue entre les secteurs public et privé, ainsi qu'à la diffusion des bonnes pratiques pour encourager l'esprit d'entreprise et le transfert de compétences et de technologies.



L'Accord de Partenariat de Samoa reconnaît aussi explicitement le secteur privé comme un acteur légitime du développement. À cet égard, la promotion de processus politiques plus inclusifs et multipartites est citée comme un objectif politique important. Pour compléter cet objectif, le renforcement des capacités visant à permettre au secteur privé (et à d'autres acteurs clés) de s'acquitter de leur rôle consultatif est également amplifié dans le nouvel Accord de Partenariat entre l'OEAC et l'UE. Une manifestation concrète de cet appel est la participation des organisations du secteur privé à des projets d'assistance technique liés au commerce et financés par l'UE.

### Développement du secteur privé dans les protocoles régionaux de l'ASP

Les provisions principales de la partie générale (cadre) sont complétées par des dispositions sur le développement du secteur privé dans les protocoles régionaux annexés. Plus particulièrement, ces partenariats régionaux reconnaissent tous les vulnérabilités inhérentes aux Petits États Insulaires en Développement (PIED) et appellent à des interventions spécifiques aux pays et aux régions. Ils énumèrent également les priorités stratégiques en matière de développement économique durable et inclusif, par la promotion du développement du secteur privé, le renforcement de l'innovation, l'amélioration de la conformité réglementaire, la recherche de la productivité et de la compétitivité commerciale, la promotion de la valeur ajoutée et la promotion d'une agriculture résiliente au changement climatique. En outre, l'Accord de Samoa facilite non seulement le soutien à la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des Échanges (TFAF), mais invite également l'UE et les membres de l'OEAC à reproduire l'approche innovante du TFAF dans les nouveaux accords commerciaux.



## Alignement avec les Accords multilatéraux

Un alignement plus poussé avec les récents accords multilatéraux constitue encore une autre nouveauté introduite par les protocoles régionaux. Plus précisément, la formule post-Cotonou s'appuie sur les dispositions de l'Accord de Paris sur le changement climatique et soutient sa mise en œuvre par les membres de l'OEACP. Par exemple, tous les protocoles régionaux appellent à l'élaboration de stratégies régionales et nationales d'adaptation et d'atténuation en vue d'un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique. Il est assez révélateur et pourtant peu surprenant que le protocole régional du Pacifique cite la durabilité environnementale et l'action climatique comme le tout premier domaine d'intervention stratégique. De même, l'exploitation de l'économie bleue représente un autre domaine prioritaire dans le protocole régional du Pacifique.

## La Stratégie révisée de Développement du Secteur Privé de l'OEACP

La récente révision de la Stratégie de Développement du Secteur Privé de l'OEACP constitue un autre cadre politique important pour les pays et régions du groupe. La nouvelle Stratégie de l'OEACP repose sur la reconnaissance du fait que l'environnement mondial émergent exige l'utilisation d'approches novatrices pour le développement du secteur privé de l'OEACP. En outre, le cadre politique mondial difficile souligne la vulnérabilité des pays OEACP aux chocs extérieurs. Néanmoins, les pays de l'OEACP sont également exposés à une série d'oppor-

tunités économiques intéressantes. La Stratégie de Développement du Secteur Privé des pays de l'OEACP déploie une approche à deux niveaux : quatre piliers sont systématiquement mis en avant, soutenus par huit stratégies sectorielles spécifiques.

Ces secteurs - les industries créatives, les services professionnels, le commerce numérique, la transition verte, les chaînes de valeur agricoles, le tourisme durable et l'économie bleue - ont été énumérés sur la base de leur potentiel à faire progresser le développement durable de l'OEACP. La Stratégie de l'OEACP repose sur l'autonomisation du secteur privé afin qu'il puisse exploiter les opportunités économiques et s'acquitter de son rôle de défenseur de la politique commerciale et d'investissement.

## Une stratégie de DSP spécifique au Pacifique



S.E. M. Georges Rebelo Pinto CHIKOTI, Secrétaire Général de l'OEACP, visitant l'organisation paysanne basée aux Îles Salomon, Kastom-Gaden.

La mise en œuvre de la Stratégie de Développement du Secteur Privé de l'OEACP est facilitée par l'appui de Business ACP à l'élaboration d'une Stratégie de Développement du Secteur privé dans le Pacifique. Alors que la stratégie globale de l'Organisation informera la stratégie du Pacifique, les réalités spécifiques à la région seront prises en compte dans le document émergent. Cette intervention politique a actuellement lieu à un moment où le Pacifique est en train de réorganiser la direction de son principal or-

ganisme du secteur privé, le PIPSO.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le Secrétaire Général de l'OEACP est en visite dans le Pacifique avant la signature de l'Accord de Samoa. Au cours de cette tournée, S.E. M. Georges Rebelo Pinto CHIKOTI consultera une série d'acteurs importants du Pacifique, y compris des opérateurs économiques de premier plan, sur les possibilités de développement du secteur privé prévues dans le nouvel accord de partenariat entre l'OEACP et l'UE.

Le Protocole régional du Pacifique repose sur cinq domaines de coopération, reflétant les défis et les opportunités de développement du Pacifique Bleu :

- Durabilité environnementale et changement climatique ;
- Développement économique inclusif et durable
- Océans, mers et pêcheries
- Sécurité, droits de l'homme, démocratie et gouvernance
- Développement humain et social

L'aide au développement de l'UE en faveur du Pacifique pour les années 2021 à 2027 s'élève à environ 750 millions d'euros (incluant les PIP, la PNG, le Timor-Leste et les PTOM) et est alignée sur la Stratégie 2050 du [Forum des îles du Pacifique \(PIF\)](#) pour le continent du Pacifique bleu.



# Appuyer le Développement du Secteur Privé dans le Pacifique : état des lieux de la mise en œuvre des programmes intra-ACP

Au cours des dernières années, la région Pacifique a bénéficié de plusieurs programmes intra-ACP, dans les domaines suivants :

- Développement humain et social, y compris la santé, l'éducation, la science et la culture ;
- Changement climatique, renforcement de la résilience et environnement ;
- Développement du secteur privé (PSD).

**Plusieurs programmes intra-ACP, financés au titre du 11ème Fonds européen de développement (FED), sont actuellement mis en œuvre pour soutenir le développement du secteur privé dans la région.**



Une étude de marché réalisée par COLEAD en 2022<sup>1</sup> dans la région Pacifique a montré que même si la production est globalement en croissance, et particulièrement celle du gingembre, la région est de plus en plus dépendante des importations, principalement en raison de la croissance du secteur touristique et de la plus grande appréciation des populations urbaines en faveur d'aliments transformés importés. Le commerce régional concerne principalement les jus mélangés ; pommes de terre fraîches, congelées et transformées ; et mélanges de légumes surgelés. Les Fidji sont la destination de 95 % des exportations intra régionales, agissant comme une plaque tournante commerciale. Cependant, la pandémie de Covid-19 a compliqué les transports inter-îles. À l'échelle internationale, la majeure partie des exportations est destinée à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, principalement des racines et tubercules ethniques, du manioc et des légumes ethniques. Toutefois, selon la même étude, il existe des opportunités pour certains légumes frais, notamment les racines et tubercules, sur les marchés régionaux et dans le secteur du tourisme. Pour les

marchés internationaux, des produits et des épices tels que le gingembre, la vanille, le curcuma, le kava, l'huile vierge de coco et le noni ont le potentiel d'être développés, notamment sous des formes biologiques, pour améliorer leur accès à des marchés de niche.

L'agriculture de la région Pacifique a souffert de la pandémie de COVID-19 en raison de ses relations étroites avec le tourisme. Le relais régional du COLEAD aux Fidji, Mereia Volavola, en décrivait alors l'impact : « La pandémie de Covid19 a gravement affecté les entreprises du Pacifique, notamment les secteurs du tourisme et de l'agriculture. Avec la fermeture des frontières internationales, l'industrie du tourisme s'est effondrée et la demande et l'offre d'exportation de produits agricoles ont chuté. Les expéditions via les compagnies aériennes et les navires ont été considérablement affectées, car le nombre de vols et de navires a diminué et le coût du fret a considérablement augmenté », a-t-elle déclaré. L'agro-industrie s'est concentrée sur la demande locale et a exploré les moyens d'augmenter les achats en ligne. Si la demande de certains produits agricoles a diminué, d'autres ont augmenté, comme le curcuma et le gingembre : « Cela est dû à une sensibilisation accrue des clients aux bienfaits de ces produits à base de plantes pour la santé, en particulier pendant la pandémie mondiale. »

Dans ce contexte difficile, et en raison des changements en cours dans le modèle agro-alimentaire mondial, l'appui de COLEAD dans la région s'est concentré sur le renforcement des capacités de tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole. De février à mai 2022, 10 experts de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont participé à une formation de formateurs sur les méthodes de communication, soutenue par le programme Fit For Market SPS (FFM SPS). Les experts des deux pays ont ensuite suivi la deuxième phase de cette formation : maîtriser les outils numériques, et pouvoir animer des sessions de formation à distance.

Outre les experts, le personnel technique des entreprises horticoles (responsables qualité, responsables d'usines de conditionnement et auditeurs internes) a participé à une formation numérique sur la sécurité alimentaire et les systèmes de gestion de la qualité. Une série de formations de quatre semaines a couvert des sujets tels que les exigences et normes réglementaires, l'organisation des stations de conditionnement, les principes d'auto-évaluation, l'analyse des risques et



l'identification des dangers, ainsi que les systèmes de traçabilité. Enfin, les dirigeants et les commerciaux des PME du Pacifique et des associations d'exportateurs ont participé à une formation virtuelle sur la négociation commerciale. Les entreprises ont appris à préparer une négociation commerciale ; élaborer une stratégie de négociation ; maîtriser la communication lors d'une négociation, y compris dans un contexte international ; amener les acheteurs à un accord dans un cadre contractuel ; et établir des relations d'affaires durables.

## Renforcer les Organisations Paysannes du Pacifique

Une grande partie de la population du Pacifique vit dans des communautés rurales et cultive sa propre nourriture. Par conséquent, la durabilité des exploitations agricoles est cruciale et dans ce contexte, les organisations paysannes jouent un rôle important en aidant les agriculteurs à accéder au marché et à améliorer leurs moyens de subsistance.

Dans la région, le PIFON (Pacific Island Farmer Organisation Network) est une organisation qui chapeaute les organisations paysannes (OP) nationales. L'Organisation régionale crée des liens entre les organisations nationales d'agriculteurs et améliore le flux de ressources d'information pertinentes pour faciliter la participation des ménages ruraux à l'agriculture génératrice de revenus. Fort de plus de 85 000 adhérents, le PIFON bénéficie des Organisations Paysannes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en abrégé « FO4ACP ». Ce programme de développement des capacités vise à augmenter les revenus et à améliorer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la sûreté des petits exploitants organisés et des agriculteurs familiaux en renforçant les OP

<sup>1</sup> <https://eservices.coleacp.org/en/e-bibliotheque/market-study-of-fruit-and-vegetables-from-acp-pacific-countries>



régionales, nationales et locales. FO4ACP met l'accent sur le soutien aux OP pour leur permettre de fournir des services économiques à leurs membres pour l'intégration dans les chaînes de valeur pertinentes, afin qu'ils puissent améliorer leur accès aux marchés et aux financements. Grâce au renforcement des capacités, FO4ACP renforce également le développement institutionnel des organisations et leur capacité à influencer le dialogue politique. Avec le soutien de FO4ACP, les membres du PIFON participent à diverses activités.

Aux Fidji par exemple, FO4ACP a soutenu la participation de l'Organisation des agriculteurs du Pacifique (PFO) à la « Semaine de l'agriculture du Pacifique ». Un stand était axé sur le thème « Naviguer dans le paysage de l'agriculture numérique » tandis qu'une série d'outils numériques étaient présentés. PFO a également organisé un événement parallèle avec des partenaires donateurs pour discuter des « Partenariats de base pour renforcer la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique ». Un « Salon de gestion des connaissances agricoles du Pacifique » a également eu lieu en mars 2023 dans le but de partager et de diffuser des informations actuelles utiles produites par de nombreux agents de changement dans la région. Il a présenté certains des contenus les plus importants de la région, notamment des guides et publications de formation des agriculteurs, des productions vidéo et des soumissions sur les réseaux sociaux. En mai, le « Pacific Beekeeping Congress » a été organisé par la Fiji Beekeepers Association (FBA), membre du PIFON. L'événement a rassemblé plus de 160 participants venus de 15 pays insulaires du Pacifique.

Enfin, les organisations paysannes se sont à nouveau réunies du 21 au 25 août 2023, lors de la semaine des « Partenariats de base pour des solutions océaniques », organisée à Rarotonga, aux Îles Cook. L'événement a été organisé par les organisations paysannes du Pacifique et les partenaires locaux Te Tango Enua et Kōrero o te 'Ōrau dans le cadre du programme FO4ACP. Il a attiré plus de 180 agriculteurs, responsables gouvernementaux, chercheurs et partenaires de développement de 15 pays insulaires du Pacifique, avec pour objectif de renforcer les partenariats avec les organisations de base pour relever les principaux défis de l'adaptation au climat et de la sécurité alimentaire. Les événements

interdépendants se sont répartis sur 5 jours et comprenaient : le « Symposium de partenariat de base », la « Cérémonie de remise des prix des étoiles de l'Océanie », le « Sommet mondial sur les fruits à pain », le « Sommet des solutions agricoles du Pacifique », l'« Échange d'expériences et l'apprentissage entre agriculteurs » et un « Forum d'apprentissage & la Réunion de planification et l'assemblée générale annuelle des Organisations Paysannes du Pacifique ».

### Promouvoir un cadre politique et réglementaire propice à l'émergence d'un secteur privé local et régional compétitif.

Le programme **ACP Business-Friendly** aide les pays à mettre en œuvre des politiques nationales favorables aux entreprises, inclusives et responsables et à renforcer les capacités liées à la production, à la transformation, à la promotion, à la commercialisation et aux chaînes de valeur. Le programme suit une approche à plusieurs niveaux avec des engagements axés sur les interventions aux niveaux macro, méso et micro mises en œuvre respectivement par la Banque Mondiale (BM), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et le Centre du commerce international (ITC). L'objectif spécifique d'ACP Business-Friendly est de soutenir des politiques nationales et régionales favorables aux entreprises et inclusives et de renforcer les capacités productives et les chaînes de valeur dans les pays ACP.



La Banque Mondiale (BM) est en charge de l'intervention au « niveau macro », c'est-à-dire principalement l'interaction avec les entités gouvernementales pour tenter d'améliorer la compétitivité au sein des juridictions natio-

nales des différentes économies dans lesquelles la BM travaille. Les deux principaux objectifs sont : i) améliorer la compétitivité des pays grâce à des réformes du climat d'investissement ; ii) permettre aux économies et aux entreprises de ces pays de rejoindre les chaînes de valeur mondiales et de bénéficier de leur participation aux chaînes de valeur mondiales grâce à la modernisation économique.

La BM travaille avec la « SME Development Corporation » en Papouasie-Nouvelle-Guinée en se concentrant sur la politique et la promotion des investissements. La Banque Mondiale a soutenu la mise en œuvre d'un programme de liaison commerciale entre les PME fournisseurs nationales et les grands investisseurs. Cet appui comprend une phase de diagnostic avec une évaluation approfondie de l'écart entre l'offre et la demande sur les principales défaillances du marché affectant ces liens. Sur la base des résultats de l'évaluation, le programme a développé une étude de cas sectorielle pour tester les interventions potentielles et évaluer le potentiel d'un programme de développement des fournisseurs à plus grande échelle conduisant à des recommandations politiques spécifiques.

Le Volet d'Engagement Régional mis en œuvre par la BM vise à favoriser l'échange de connaissances inter- et intra régional autour des réformes du climat d'investissement et des résultats politiques au sein des pays ACP. Il représente un canal permettant de promouvoir les opportunités d'apprentissage et de diffuser les connaissances et les expériences acquises grâce aux guichets d'engagement national et de réponse rapide au groupe plus large des pays ACP. Dans la région du Pacifique, le projet vise à faciliter davantage d'investissements et de concurrence en renforçant les fondements juridiques, institutionnels et professionnels de l'investissement. Les composantes de cet engagement comprennent (i) la réforme des lois et réglementations sur l'investissement, (ii) le renforcement des institutions de promotion des investissements, et (iii) la formation et la facilitation des échanges entre homologues.

ACP Business-Friendly a par exemple aidé le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail (MCIL) de Samoa à finaliser une politique de promotion des investissements qui constituait une action préalable pour la première opération de politique de redressement et de développement de la résilience des Sa-



moa. La politique guidera la conception et la fourniture d'une gamme de services actifs de promotion des investissements (notamment des services de marketing, d'information, d'assistance et de plaidoyer).

En mai 2023, l'équipe de la Banque Mondiale a lancé un programme de renforcement des capacités pour aider les pays insulaires du Pacifique à développer leurs connaissances et compétences en matière de promotion des investissements et de services aux investisseurs. Le programme est conçu pour offrir une formation sur les bonnes pratiques internationales en matière de promotion des investissements, tout en adaptant ces techniques au contexte économique et institutionnel du Pacifique. Le programme couvrira les sujets suivants : (1) principes fondamentaux de l'investissement direct étranger et dernières tendances ; (2) le cycle de vie des investissements, les principes fondamentaux de la politique d'investissement et les trois piliers d'une promotion efficace des investissements ; (3) établir et développer l'offre des investisseurs pour un emplacement spéci-



fique ; (4) les services en phase d'attraction des investissements ; (5) les services d'information et d'assistance lors en phase d'entrée et d'établissement; (6) les services aux investisseurs pendant la phase de rétention et d'expansion ; et (7) répondre à de multiples mandats institutionnels tels que ceux associés à la promotion du commerce.

Alors que la région se remet à peine de la pandémie de COVID-19, les investissements internationaux – et leur promotion – dans les pays du Pacifique constituent un élément essentiel de cette reprise ; rapportant souvent d'énormes dividendes. Selon la Banque Mondiale, 1 dollar dépensé pour la promotion des investissements rapporte 189 dollars d'investissements étrangers directs. Dans cette optique, au cours de l'été 2023, la Banque

Mondiale a réuni un groupe de responsables de la promotion des investissements de 11 pays différents du Pacifique dans le but de trouver de nouvelles façons innovantes de promouvoir le Pacifique en tant que destination attractive ; non seulement pour les touristes, mais aussi pour les investisseurs. Les participants ont rencontré un large éventail d'experts aux Fidji et dans toute la région, ainsi que rendu visite à un certain nombre d'investisseurs existants basés aux Fidji, tels que Intimate Apparel. Ensemble, les participants ont convenu de travailler ensemble pour contribuer à améliorer l'environnement des affaires de chaque pays et faciliter de nouveaux investissements.

Au niveau méso, les principaux homologues de l'ONUDI en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) comprennent l'Agence de promotion des investissements (IPA PNG), le Département du commerce et de l'industrie, d'autres IPI des secteurs public et privé, notamment le Kokonas Industri Koporesen. (KIK), la Société de développement des petites et moyennes entreprises (SMEC) et le Conseil des entreprises PNG-UE, entre autres. L'objectif principal est de promouvoir le soutien technique et le renforcement des capacités des institutions nationales afin d'améliorer leurs rôles mandatés pour promouvoir les investissements entrants dans le pays et pour fournir un soutien aux opérateurs économiques nationaux et aux PME.

L'ONUDI a travaillé en étroite collaboration avec l'Organisation des Petites et Moyennes Entreprises (SMEC) pour dresser le profil d'un premier groupe de 13 PME, formulant des opportunités d'investissement conformes aux besoins d'investissement des entreprises et les promouvant via la plateforme Invest-in-ACP. Dans la deuxième phase du projet, l'ONUDI continue de fournir un soutien technique et consultatif au SMEC dans le cadre d'un exercice complet de cartographie des PME et de profilage des opportunités d'investissement. Au cours du premier semestre 2023, le SMEC a visité 6 provinces des régions de Momase et des Highlands, où ils ont rencontré et visité physiquement 70 PME produisant et vendant des produits biologiques locaux. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme ACP Business-Friendly en PNG, l'ONUDI continuera de travailler avec le SMEC pour réaliser son plan visant à

entreprendre une cartographie des PME parmi 1 000 PME des 4 régions et 22 provinces du pays. Les formations se sont concentrées sur la méthodologie de profilage des opportunités d'investissement de l'ONUDI et sur l'utilisation du DIPS pour la collecte de données et les opportunités de projets d'investissement. L'ONUDI a également apporté son appui à la Délégation de l'Union européenne et à l'IPA PNG dans la préparation et la promotion de la troisième conférence UE-PNG sur les affaires, le commerce et l'investissement, qui s'est tenue à Port Moresby en octobre 2022.

Les interventions d'ACP Business-Friendly au niveau micro visent à soutenir les chaînes de valeur agricoles – entreprises, agriculteurs, transformateurs – et à les aider à comprendre quelles sont les exigences du marché, les opportunités, les contraintes et les limites pour pénétrer les marchés locaux, régionaux et mondiaux. En même temps, l'objectif est d'essayer d'améliorer leur offre, leurs capacités de production et de transformation pour pouvoir pénétrer ces marchés.



ITC/CCI et la Communauté du Pacifique ont organisé une mission conjointe en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Vanuatu et à Fidji en mai 2023. Un large éventail de parties prenantes des secteurs de la noix de coco et du kava de la région, respectivement en PNG et à Vanuatu, ont été consultées. Les réunions avec les agriculteurs, les transformateurs et les institutions ont confirmé les priorités du secteur et les actions prévues dans le cadre du programme. En mettant l'accent sur les noix de coco en PNG et le kava au Vanuatu, ACP Business-Friendly cible également les MPME d'autres pays de la région, qui bénéficieront des activités régionales. En collaboration avec le Centre Culinaire Basque (BCC), une rencontre virtuelle a été organisée en juin pour les transformateurs de kava de la région Pacifique. L'objectif principal de la réunion était d'informer tous les participants des travaux en cours, en partenariat avec le BCC, visant à formuler de nouvelles recettes et à développer des produits innovants pour diverses filières telles que le cacao, le café et la noix de coco. Cette approche a le potentiel d'être adaptée au secteur du kava.



## Créer un environnement commercial et un climat d'investissement plus durables et inclusifs

Améliorer l'environnement des affaires et soutenir l'autonomisation économique des femmes font également partie des principales priorités de la plateforme conjointe OEACP-UE de Développement du Secteur Privé.



La Facilité ICR travaille avec des organisations publiques et privées dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour améliorer le climat d'investissement afin que le secteur privé puisse prospérer, créer des emplois décents et contribuer à une transformation économique durable. Il se concentre sur les réformes de l'environnement des affaires (BER) qui soutiennent la pleine participation des femmes à l'économie.

La Facilité ICR a déjà réalisé une série d'activités dans la région. C'est le cas à Samoa, avec la Banque de Développement du Samoa. La Banque a été créée en 1974 dans le but de fournir des services de financement de crédit abordables pour soutenir le développement économique et social durable. Cette institution financière a bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de gestion du risque de crédit, de relation client et de financement des PME. Des tables rondes ont été organisées avec d'autres banques du Pacifique afin de partager leurs connaissances et de promouvoir la collaboration. En outre, deux modèles d'évaluation des prêts ont été élaborés pour les petites et moyennes entreprises. Selon DBS, le personnel applique désormais les techniques apprises lors de la formation en relation client, notamment en prenant le temps de parler aux clients. « Le soutien reçu d'ICR a aidé au développement du modèle CRM qui s'aligne sur notre politique CRM. Notre conseil d'administration a approuvé le modèle qui est utilisé depuis le 1er juillet

2022. Nous nous attendons désormais à un délai rapide pour évaluer les prêts alors que nous préparons l'automatisation de nos processus CRM. Cela a été un grand soutien et un encouragement pour notre équipe de prêt et nous sommes impatients de constater un impact positif sur nos opérations de prêt et le recouvrement des prêts non performants (NPL) », a déclaré Susana Lauulu, PDG de DBS.

« L'assistance technique reçue par la Banque de développement du Samoa a été utile. Cela permet de faciliter notre évaluation : nous ne faisons plus d'évaluation manuelle pour les évaluations de prêts. Le nouveau modèle nous a fait gagner suffisamment de temps pour d'autres engagements professionnels », a déclaré Aiufi Kelekolio, responsable de l'administration des prêts chez DBS.



### [• Cliquer ici pour visionner la vidéo sur l'appui de la facilité ICR aux Institutions de Financement du Développement](#)

La Banque de Développement des États Fédérés de Micronésie reçoit un soutien pour renforcer ses opérations internes en matière de genre et ses activités d'investissement axées sur le genre destinées aux clients, afin de mieux promouvoir un développement équitable entre les sexes dans le cadre de son mandat consistant à fournir toutes les fonctions bancaires pour stimuler la croissance et accélérer le développement du secteur privé.

En 2021, la Facilité ICR a également fourni une assistance à la **Chambre de Commerce et d'Industrie de Kiribati (KCCI)** pour le renforcement des capacités en matière de financement climatique. Le pays pourrait exploiter plusieurs sources de financement climatique, notamment les fonds internationaux et les fonds de capital-investissement. L'assistance technique visait à aider KCCI à apprendre à identifier les plus pertinentes et à en savoir plus sur la manière d'y accéder. L'intervention a abouti à l'élaboration d'une feuille de

route pour les opportunités de financement climatique pour KCCI et ses 80 membres.

ICR appuie actuellement le Département des Affaires, des Industries & des Investissements du Ministère des Finances du gouvernement de Tuvalu à mener une analyse diagnostique basée sur le genre du climat d'investissement, en s'appuyant à la fois sur des recherches documentaires et sur des consultations avec les parties prenantes pour produire un rapport avec des conclusions validées et recommandations. Les conclusions et recommandations validées seront utilisées pour élaborer une stratégie d'investissement sensible au genre en soutien aux entreprises locales (y compris le tourisme, la pêche, l'agriculture, l'art, l'artisanat, etc.).

Aux Tonga, le programme aide le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts à élaborer le plan stratégique national du kava en mettant l'accent sur les exportations et la durabilité, la création d'emplois et la génération de revenus pour les femmes et les jeunes des Tonga. L'assistance technique comprend : i) une évaluation des opportunités et des défis du secteur du Kava, au niveau local et international ; et préparation d'une analyse stratégique utilisant une approche de dialogue public-privé ; ii) une analyse des écarts entre les sexes et les jeunes dans la chaîne de valeur du Kava ; iii) Préparation du Plan stratégique national du Kava et du Plan d'action d'exécution.

Dans les mois à venir, la Facilité ICR soutiendra le Conseil des Affaires Papouasie-Nouvelle-Guinée - Europe à travers deux activités. Premièrement, le développement d'une stratégie de croissance ayant pour objectif d'attirer davantage de membres, notamment des entreprises papoues et détenues par des femmes. Deuxièmement, l'identification des principaux défis rencontrés par la PNG et les entreprises européennes, notamment en matière d'amélioration des cadres réglementaires régissant l'import-export et les investissements étrangers, afin d'élaborer des recommandations pouvant être transmises dans le cadre du dialogue public-privé.

La Facilité ICR a développé un cours MOOC en ligne à votre rythme pour sensibiliser et fournir des outils pour faire progresser l'Autonomisation Économique des Femmes à travers l'amélioration de l'environnement des affaires dans les pays de l'OEACP. Les participants du Pacifique apprendront à appliquer une approche sensible au genre lorsqu'ils



travaillent sur leurs propres réformes, en tenant compte des différences entre les sexes et en promouvant des réformes qui s'attaquent aux obstacles auxquels les femmes sont confrontées dans le monde des affaires. 10 experts d'organisations privées et publiques du Pacifique vont également être formés à la réforme de l'environnement des affaires (BER) sensible au genre pour soutenir l'autonomisation économique des femmes. Après la formation, les experts pourront dispenser des cours sur les mêmes thématiques.

• [Lire ICI le rapport annuel 2023 de la Facilité ICR](#)

## Renforcer l'exploitation minière artisanale et à petite échelle et libérer le potentiel de l'économie informelle pour une croissance inclusive



Gravel extraction works near Vorovoro village in Dawasamu, Tailevu. Picture: JOVESA NAISUA/FT FILE economy for inclusive growth

La deuxième phase du **Programme ACP-UE pour les Minéraux du Développement** aide les entreprises minières artisanales et à petite échelle (ASME) engagées dans les chaînes de valeur des Minéraux du Développement à améliorer leurs moyens de subsistance et à générer des emplois et des revenus plus élevés. En particulier, le programme vise à accroître les opportunités économiques pour les femmes participant aux ASME tout au long des chaînes de valeur des minéraux de développement.

Les Minéraux du Développement jouent un rôle majeur dans le développement national des Fidji, en particulier dans les domaines des infrastructures, de la construction de logements, de la construction de routes, de

l'agriculture et de la reconstruction après une catastrophe, ainsi qu'en soutenant un grand nombre de petites et moyennes entreprises fidjiennes. Le programme a soutenu une analyse indépendante des opérations d'extraction de gravier et de sable fluvial, qui couvrait leurs impacts environnementaux, ainsi que des mesures visant à lutter contre les opérations informelles et illégales. L'analyse a fourni un aperçu des lacunes actuelles des réglementations et des pratiques de surveillance et a formulé des recommandations, éclairant la révision des lignes directrices sur l'extraction de gravier et de sable fluvial.



Gravel extraction being carried out in the Navua River. Picture: SUPPLIED

Le programme ACP-UE sur l'Économie informelle tente de relever les défis affectant la transformation et la formalisation des entreprises informelles en augmentant l'accès aux services financiers, en permettant des politiques et réglementations favorables et en renforçant les capacités financières, numériques et d'alphabétisation et les compétences commerciales.

Aux Îles Salomon, trois domaines sont ciblés en particulier :

- Développement et promotion d'un cadre politique intégré pour la formalisation des entreprises informelles.

Un atelier de sensibilisation a été organisé pour élaborer sur les incitations appropriées, les programmes de soutien et identifier les facteurs critiques qui détermineraient le succès ou l'échec de ces programmes. Un projet de plan d'action national et de feuille de route pour la formalisation a été produit en partenariat avec l'OIT. Le projet de plan d'action est en cours d'examen par les principales parties prenantes, notamment le gouvernement des Îles Salomon.

- Développement et promotion de nouveaux services financiers et augmentation des opportunités de capitalisation pour les intermédiaires financiers.

Trois institutions, à savoir la Solomon Telekom Company Limited (Our Telekom), la Banque de développement des Îles Salomon (DBSI) et le Fonds national de prévoyance des Îles Salomon (SINPF), ont été identifiées comme partenaires qui bénéficieront d'une assistance technique pour améliorer le développement de produits destinés à servir les micros et petites entreprises, en particulier les entreprises informelles. Our Telekom et la Société postale des Îles Salomon (SIPC) ont été sélectionnées comme partenaires pour développer des produits financiers numériques et bénéficieront respectivement du fonds de défi pour soutenir les services bancaires d'agent et la promotion de l'épargne. Le projet prévoit de promouvoir une offre de financement mixte.

- Promouvoir les capacités des intermédiaires du secteur informel, renforcer les agrégateurs et le gouvernement et accroître l'utilisation de la technologie numérique.



Une formation des prestataires de services financiers a été organisée, sur la base de laquelle l'OIT envisage de concevoir un programme sur mesure pour les Îles Salomon. Le projet prévoit également de soutenir les incubateurs et accélérateurs qui promeuvent des services numériques innovants ciblant le secteur informel.

- Établir des plateformes d'actions sectorielles collectives

Le sous-secteur du cacao a été identifié et sera soutenu pour démontrer l'utilisation de l'approche de développement des écosystèmes pour soutenir le secteur informel. Une étude de cadrage a été réalisée et un rapport



présenté pour validation au groupe de travail sur le cacao. Le programme a identifié des domaines d'appui, notamment l'accès aux services financiers, le soutien à la transition du groupe de travail sur le cacao, le besoin d'assurance qualité, la valeur ajoutée du cacao, y compris l'augmentation de la consommation intérieure et l'implication des jeunes.

## Accroître l'accès à un financement abordable et inclusive



En 2022, UNCDF par le biais de ses initiatives du Programme d'économie numérique du Pacifique (PDEP) et du Programme de finance numérique pour la résilience (DFS4Res), a mené une enquête de référence sur les compétences et connaissances en matière numérique et financière dans sept pays insulaires du Pacifique : Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga et Vanuatu pour évaluer l'état actuel des compétences en matière numérique et financière dans chaque pays. L'enquête explore les expériences actuelles en matière de services financiers traditionnels et numériques, en plus d'évaluer les compétences de base dans les domaines de la numérisation et de la finance. Les Fidji ont été le premier pays du Pacifique où l'enquête a été menée.

Le 26 juillet 2023, un atelier de restitution a été organisé sur le thème « Évaluation des compétences en matière numérique et financière aux Fidji : une enquête sur les connaissances, les compétences et l'accès ». L'objectif était de partager les principales conclusions de l'enquête et d'impliquer diverses parties prenantes dans l'exploration des moyens d'utiliser les résultats pour permettre des actions et des interventions politiques éclairées dans le but de renforcer la culture numérique et financière aux Fidji.

